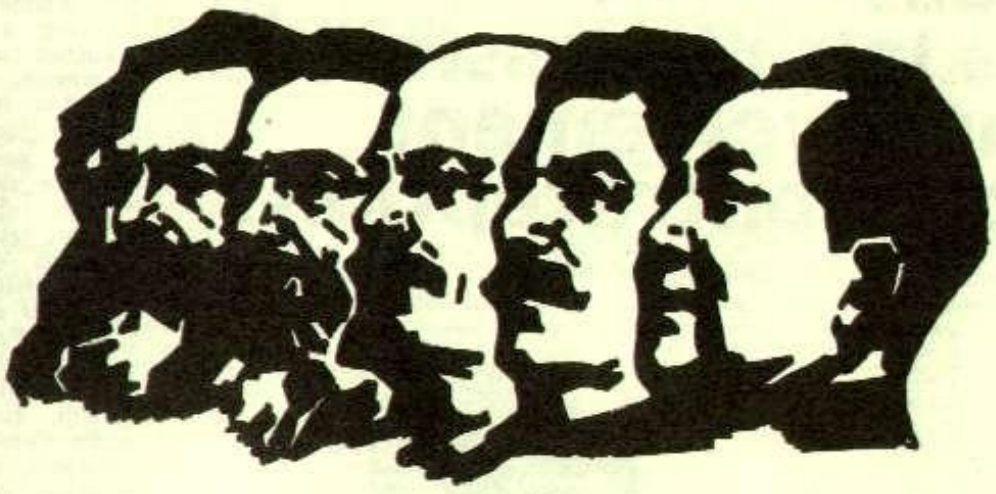
front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE Nº 48 / 30 NOVEMBRE 1972 / PRIX : 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 LYON / BP 47 / 69397 LYON CEDEX 3

plan faure, des mesures démagogiques et répressives :

HALTE AUX MESURES D'ORGANISATION DU CHOMAGE

En octobre l'agence nationale pour l'emploi a enregistré 28 000 chômeurs supplémentaires. Ce qui fait 703 800 chomeurs complet soit une augmentation de 60 % en un an. Les prix suivent la même voie. L'officine gouvernementale de l'INSEE annonce avec précaution + 1 % en novembre. L'impérialisme français pour préserver ses positions sur les marchés internationaux, est contraint de préparer de nouvelles mesures pour accroitre l'exploitation et accentuer la paupérisation de la classe ouvrière : blocage des salaires (voir front rouge nº 47), restriction du crédit ce qui va augmenter les prix. En même temps, pour faire passer la pilule, ces messieurs parlent social et sortent à échéance régulière des projets destinés à "améliorer" le sort des couches les plus exploitées de la classe ouvrière. En fait ce sont toujours les mêmes thèmes que la propagande bourgeoise nous rabache depuis plus d'un an, thèmes qui deviennent plus précis, qui se concrétisent (au stade de la loi) à mesure qu'approchent les élections : augmentation du SMIC, primes de mobilité, égalité des salaires, droit de licenciement.

LA PRIME DE MOBILITE UN MOYEN SUPPLEMENTAIRE POUR ORGANISER L'ARMEE INDUSTRIELLE DE RESERVE

Les jeunes qui après leur formation professionnelle ou à la fin de leur contrat d'apprentissage, acceptent un emploi en dehors de leur région, auront droit à une prime de 1 000 F. C'est l'agence nationale pour l'emploi qui décidera de l'attribution de la prime. C'est bien l'exemple type de mesure visant à satisfaire les besoins du capital : disposer des chômeurs comme bon lui semble, les envoyer dans les régions où le volant de chomage est insuffisant, et à laquelle le gouvernement veut donner un caractère "social" : soi-disant aider les jeunes à trouver un emploi en rapport avec leur qualification. Il suffit d'écouter le super-ministre E. Faure pour être fixé : *"l'économie ne peut que gagner à une meilleure adaptation des jeunes"*. L'économie, c'est-à-dire les capitalistes, les jeunes, eux seront toujours devant le même choix : être chomeurs ou aller se faire exploiter à 500 ou 600 km de chez eux. Il ne fait aucun doute que les premiers interessés par cette loi sont les patrons qui sont avides d'embaucher des jeunes fraichement sortis de l'école sutout pour les faire travailler sur les chantiers tels que Fos, Usinor, où avec les immigrés ils représentent 90 % des ouvriers.

Il reste à connaitre les décrets d'application de cette loi, et c'est bien la partie la plus importante. Les 1 000 F peuvent être par exemple assortis d'un contrat de travail d'une certaine durée, s'il n'est pas respecté, les 1 000 F devront être remboursés. Les jeunes sous contrat seront alors contraints d'accepter les pires conditions de travail et de logement, les plus bas salaires.

EGALITE DES SALAIRES : PROMESSE ELECTORALE DE LA BOURGEOISIE.

"A travail égal, salaire égal," encore un principe dont la bourgeoisie se souvient systématiquement à la veille des élections, pour *"déplorer les inégalités"* et voter une loi, une de plus. La petite dernière adoptée par le parlement, précise que pour *"un travail identique fait sur un poste identique"* ; il ne doit pas y avoir de différence entre le salaire d'un homme et celui d'une femme. Il s'agit là de cas exceptionnel, en effet dans une même usine, les hommes et les femmes ont toujours des taches sensiblement différentes. A quoi rime de parler d'égalité des salaires tout en

(Suite page 3)

après le voyage de pompidou,

afrique, terre de convoitise des impérialismes

Pompidou vient de terminer sa 3e tournée d'inspection en Afrique : après la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Gabon, le Niger et le Tchad, c'était au tour de la Haute Volta et du Togo. Si les commentaires bourgeois et révisionnistes n'ont pas laissé filtrer un mot des projets d'implantation de 2 bases militaires françaises dans ces 2 pays (voir Front Rouge 46), une large publicité a été donnée à 3 mesures prises par l'impérialisme français, 3 mesures qui ne se limitent pas aux 2 pays visités :

1. la remise d'une dette d'un milliard de francs dont étaient soit-disant redevables les peuples africains à l'égard du pays colonisateur.
2. assouplissement de la zone franc.
3. négociation éventuelle de "nouveaux accords de coopération".

Quelle est la signification de ces mesures ? Les visées agressives de l'impérialisme français dans ces régions du monde auraient-elles disparu ?

Quand en 1958 l'impérialisme français se résigna à concéder l'indépendance aux pays de son empire colonial d'Afrique noire, il ne renonçait nullement à dominer, exploiter, opprimer les peuples de ces pays. Il tirait simplement les conséquences de la défaite que lui avait infligée le peuple vietnamien en 1954 à Dien Bien Phu, et de la lutte armée déclenchée et menée contre lui par le peuple algérien. Eviter que les peuples opprimés d'Afrique se lèvent aussi contre lui les armes à la main, éviter que ses rivaux impérialistes ne l'évincent de son empire colonial en Afrique, comme cela s'était déjà fait au Moyen Orient (Liban, Syrie), en Indochine (Laos, Sud-Vietnam), en Afrique du nord (Tunisie), tels étaient les impératifs qui guidèrent la politique de De Gaulle en Afrique. En fait en même temps qu'était accordée à ces pays l'indépendance, l'impérialisme français leur proposait de nouer avec l'ancienne puissance colonisatrice des "liens privilégiés". Répandre chez les masses africaines l'illusion qu'elles n'étaient plus opprimées par les anciens colons, tout en perpetuant leur domination, tel était le projet de l'impérialisme fançais, projet qu'il réalisa pour tous les pays de l'empire colonial d'Afrique Noire sauf la Guinée.

Les accords de "coopération" signés avec ces pays, à travers quelques différences, comportent sous une forme ou sous une autre plusieurs points communs :

— **les accords militaires** : en cas "d'intervention étrangère".... de "troubles intérieurs", le fantoche en place fait appel aux troupes françaises (tenues constamment en réserve par le gouvernement français à Pau, à Dieggo Suarez (Madagascar), à Djibouti, à Fort Lamy (Tchad), à Dakar (Sénégal) à Port Bouet (Côte d'Ivoire). C'est au nom de tels accords que les troupes françaises agressent les combattants du Frolinat au Tchad.

— **les accords économiques** : pour suivre le pillage à bas prix des matières premières de ces pays, s'assurer la possibilité d'y exporter des capitaux, tenter de limiter les investissements des impérialismes rivaux, sont les constantes de ces accords économiques. Une arme efficace pour faire respecter ces accords a été la création d'une "zone franc" : la *"communauté financière des pays d'Afrique"* (CFA) ; aucun pays n'est libre d'émettre sa propre monnaie, ce privilège est réservé à la *"banque d'Afrique Centrale"* (qui groupe les réserves du Cameroun, du Congo (Brazaville), du Gabon, du Tchad, de la République Centre Africaine), à la *"banque d'Afrique Ouest"* (qui groupe les réserves du Togo, de la Côte d'Ivoire, Dahomey, de la Haute Volta, de la Mauritanie, du Sénégal et du Niger), à la *"banque de Madagascar"* (les seules réserves de Madagascar), l'impérialisme français étant représenté dans chacune de ces banques et y disposant soit de la majorité des sièges, soit de puissantes possibilités de veto. D'autre part les réserves de change de ces banques sont obligatoirement en francs français et en aucune autre devise : c'est-à-dire que quand par exemple le Togo vend ou demande d'investir à l'impérialisme allemand, les marks vont dans la caisse de la banque de France qui envoie à la banque de "l'Afrique Ouest" l'équivalent en francs français ! Voilà qui, surtout dans le cas de devises fortes, renforce la position de l'impérialisme français. Cette dépendance monétaire constitue un puissant moyen de chantage et de contrôle vis à vis des pays d'Afrique : le meilleur exemple c'est celui du Mali, qui, lorsqu'il tenta d'émettre lui-même sa monnaie fut, à cause de son fort endettement, contraint de dévaluer de moitié sa monnaie, et de subir à nouveau la loi de l'impérialisme français, lequel fait fonctionner la banque "du Mali" comme les 3 banques précédentes

— **des accords culturels** : sous le thème de la "francophonie", du "rayonnement de la culture fançaise", se cache la politique systématique de l'impérialisme français pour former une couche corrompue

(Suite page 3)

à bas les lois répressives sur l'avortement et la contraception !

La femme vietnamienne, mère et combattante est l'égale de l'homme

Le récent procès de Bobigny où ont été jugées des femmes pour avortement et complicité d'avortement, a été l'occasion d'un vaste débat sur le droit ou non à l'avortement.

Les marxistes-léninistes condamnent tout l'arsenal des lois repressives qui frappent exclusivement la classe ouvrière et les autress couches exploitées. La bourgeoisie en effet facilite très largement l'organisation de réseaux qui permettent aux femmes de sa classe d'aller avorter en toute impunité en Angleterre. Par contre elle sanctionne durement les femmes de la classe ouvrière et des autres couches exploitées, qui recourrent à l'avortement. Or c'est la bourgeoisie par les conditions de vie qu'elle impose à la classe ouvrière qui contraint les femmes des masses exploitées à l'avortement. La hausse continuelle des prix, la pratique des bas salaires, la montée du chomage, la multiplication des accidents de travail, les menaces d'expulsion... rendent de plus en plus écrasante la charge d'une famille nombreuse, à nourrir, à habiller, garder puis envoyer à l'école. Et le recours à l'avortement est souvent le moyen d'éviter pour ces familles de sombrer dans la misère. Le voyage en Angleterre (1/2 million !) est évidemment exclu, les solutions parallèles clandestines sont aussi trop couteuses, il ne reste plus alors qu'à recourir à des pratiques barbares encore plus meurtrières, souvent cause de nombreuses mutilations et de morts.

Pour condamner l'avortement, la bourgeoisie se retranche derrière des "considérations morales". Pure hypocrisie, en vérité, que dévoile (un peutrop ouvertement aux yeux de sa classe) le très vertueux Foyer : *"le vice des riches ne doit pas devenir le vice des pauvres"*. Les "considérations morales" n'ont plus court dans les soi-disant "départements et territoires d'outre-mer", où la bourgeoisie loue les mérites de la contraception et de l'avortement, quand il s'agit de maintenir à tout prix la domination impérialiste sur les peuples colonisés : il est en effet vital pour la bourgeoisie d'empêcher l'accroissement d'une population largement surexploitée dont la dégradation accrue des conditions de vie renforcerait encore la révolte. Ce que cache la bourgeoisie derrière ses pseudo principes moraux, c'est en fait des impératifs purement économiques. Imposer une politique nataliste en métropole impérialiste c'est avoir, comme le dit si bien Debré, de la chair à canon, c'est surtout aussi accroitre l'armée des prolétaires dont a besoin la bourgeoisie dans les conditions de la crise de l'impérialisme.

Si les marxistes léninistes condamnent la législation en vigueur, qui entraine les solutions parallèles clandestines qui existent aujourd'hui, ils n'entrent pas pour autant dans le concert féministe organisé principalement par le MLF.

Il n'est pas question pour eux de cautionner des campagnes qui donnent à croire que la femme se libérerait à condition de ne pas avoir d'enfants. Campagne résumée dans le slogan : *"boulot, homo, marmots, y en a marre"*, dans une bande dessinée où une ouvrière conclut : *"d'ailleurs, pour qu'il mène une vie de con comme la mienne.... avortement libre et gratuit ! "* Lancer des campagnes de ce type c'est reprendre les théories de la petite-bourgeoisie qui se considérant comme une classe sans avenir, tient à limiter son expansion. Cela n'est pas le point de vue de la classe ouvrière, qui est de la classe montante, la classe de l'avenir. Ecoutons les propos sans ambigüité de Lénine a ce sujet : *"puisqu'il n'y a rien à faire, qu'au moins il y ait moins d'enfants à partager nos souffrances et notre esclavage... Voilà le cri du petit bourgeois... qui proteste comme le représentant d'une classe qui se meurt sans espoir.... Nous, ouvriers, nous menons une vie pleine d'oppression et de souffrances. La situation de notre génération est plus dure que celle de nos pères. Nous avons appris et nous apprenons vite à lutter, au nom des mots d'ordre de notre classe. Nous luttons mieux que nos pères. Nos enfants lutteront mieux encore, et* ils vaincront... *Bien entendu cela ne nous empêche nullement d'exiger une suppression sans conditions des lois qui poursuivent l'avortement, ou condament la diffusion d'œuvres médicales sur les moyens anticonceptionnels."*

Pour les marxistes léninistes, lutter contre la législation repressive, ce n'est en aucun cas affirmer que la libération de la femme ouvrière passe par l'avortement libre et gratuit, la contraception par "le droit pour la femme de disposer librement de son corps" ou autres fadaises du même genre. Soyons très clairs à ce sujet. La libération de la femme ne pourra se réaliser que par la libération de la classe ouvrière de l'exploitation capitaliste, que dans le cadre de la prise du pouvoir par le prolétariat.

Confondre comme le MLF la lutte pour la libération de la femme avec la lutte pour sa libération sexuelle, c'est nier la nécessité de la révolution prolétarienne.

La lutte pour l'emancipation de la femme, fait partie intégrante du combat de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste, pour le renversement du capitalisme et la construction du socialisme.

En société socialiste, le problème de l'emancipation de la femme se pose alors de manière radicalement différente. Il se pose non pas individuellement mais dans le cadre de la société socialiste. Il est résolu différemment dans chaque pays suivant le stade où il se trouve. Ainsi les solutions sont différentes en Chine, et en Albanie, pays de 2 millions d'habitants où l'objectif est d'atteindre 8 millions d'habitants pour libérer totalement les forces productives, ou encore au Vietnam où l'application d'une politique résolument nataliste fait partie intégrante de la lutte contre l? impérialisme US et ses tentatives de génocide.

De plus, avoir des enfants dans un pays socialiste ne s'accompagne plus de la contrainte que fait peser le bourgeoisie sur les mères de famille nombreuse en pays capitaliste. Le prolétariat au pouvoir prend toutes les mesures nécessaires pour décharger les femmes des taches du ménage et de la garde des enfants (multiplication des crèches, équipes ménagères collectives...) et pour éviter le retour de l'exploitation capitaliste pour les enfants.

réparations navales, *marseille*, la cgt brise la grève

Les travailleurs de la réparation navale ont dû reprendre le travail le lundi 13 novembre sans avoir obtenu satisfaction. Que demandaient-ils ? Ils luttaient contre la baisse de leur salaire et le chomage partiel que voulait leur imposer le patron. Qu'ont-ils obtenu en fait ?

– 1,5 % d'augmentation des salaires

– des aménagements de l'horaire des quarts que le patron aurait fait de toute façon bientôt.

– le paiement de 2 jours fériés (1er et 11 novembre)

En forçant la reprise, la CGT a volontairement mis sous le boisseau les revendications essentielles : suppression de la note de service sur le chomage partiel, et suppression des taux de travail auxquels les ouvriers sont payés lorsqu'ils sont en attente de travail.

Le lundi matin, après avoir demandé d'approuver la reprise, la CGT demande aux ouvriers d'exprimer leur opinion au micro. A ceux qui demandent de poursuivre la grève, la CGT répond par des injures, les traite de **"vendus"**, *de* **"pourris"**, *prédit aux jeunes* **"qu'ils ne pourront pas tenir le coup car ils sont pourris par le pognon"**, **"qu'ils ne sont pas capables de manger des patates comme en 36"**, *brandit la menace de licenciement qui pèserait sur les petites boîtes si la grève continuait, dit* **"qu 'il faut savoir arrêter une grève pour ne pas détruire l'organisation syndicale"**... *Ensuite elle demande un vote à main levée où une majorité se dégage pour la poursuite de la grève. Mais comme on ne peut soi-disant pas compter les voix, la CGT fait revoter à bulletin secret en disant que les abstentionnistes seront comptés avec ceux qui ont voté pour la reprise.*

En fait c'est avec les patrons que la reprise a été signée, c'est-à-dire le 10 novembre. En signant les accords la CGT s'est engagée à faire reprendre le 13. En effet, un paragraphe de ces accords dit : **"à compter du 13 novembre, la grille des salaires en vigueur au 1er novembre sera majorée de 1,5 %". Et le dernier paragraphe dit : "dans le cas où le travail n'aurait pas repris dans des conditons normales le 13 novembre, ces propositions seront purement et simplement retirées...."**

Les justes revendications des ouvriers étaient le moindre des soucis de la CGT ! Profitant du mécontentement grandissant des travailleurs, utilisant leur révolte, la CGT n'aura donc cherché, en dirigeant à grand renfort de publicité ce vaste mouvement de grève, qu'à développer aux Réparations Navales les illusions révisionnistes sur le "programme commun", et qu'à apparaître juste avant les élections comme les vrais représentants de la classe ouvrière, avec qui la bourgeoisie doit compter !

Correspondant Marseille

paris : MEETING FRONT ROUGE contre le programme PS - PC

Plus de 300 personnes sont venues samedi 25 au meeting organisé par Front Rouge contre le programme commun PS-PC.

A la tribune sous les portraits de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao, une grande banderole : "A bas le révisionnisme ! Vive la révolution prolétarienne armée ! Vive la dictature du prolétariat ! ".

Quatre interventions :

– Gilbert Mury, faits à l'appui, et en faisant aussi appel à sa propre expérience, a mis a nu la véritable nature des soi-disant partis de gauche : la SFIO et le parti radical, partis bourgeois, qui, depuis des dizaines d'années, sont spécialisés dans l'anticommunisme, la repression de la classe ouvrière, et les guerres coloniales. Il a montré comment en 44-47, le P"C"F avait pris le même chemin, et dès le début de la guerre d'Algérie s'y était définitivement engagé.

– Un camarade a dénoncé ensuite le contenu du programme commun à ces partis bourgeois : programme de tromperie, programme bourgeois, qui vise à maintenir et à renforcer l'appareil d'état bourgeois et donc l'oppression de la classe ouvrière ; qui vise par le biais des nationalisations à renforcer son exploitation ; qui vise enfin, à assujettir plus étroitement au joug de l'impérialisme français toute une série de peuples opprimés.

– Une camarade a montré, de façon vivante, comment, dans la propagande quotidienne contre "le programme commun, voie pacifique au socialisme", ce qui était posé c'était la question de la révolution prolétarienne armée, c'était concrètement, la question des moyens pour y préparer dès maintenant la classe ouvrière.

– Enfin un camarade a appelé les marxistes-léninistes à mobiliser et à organiser les masses sur des basses révolutionnaires, à partir de leurs aspirations, de leurs besoins, et des questions qu'elles se posent, seule façon de les engager réellement sur la voie de la révolution prolétarienne : contre la circulaire Fontanet, pour le soutien à la lutte des peuples d'Indochine, de Palestine et des autres peuples du monde à l'avant-garde de la lutte contre l'impérialisme, contre l'intensification du travail, contre le chomage, contre la baisse du salaire réel, contre les impôts, contre le cirque électoral.

Le public était un public militant, attentif. Il a particulièrement acclamé le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France, quand la camarade à la tribune a dénoncé les révisionnistes d'accord avec la bourgeoisie pour interdire le Parti du Prolétariat, le Parti qui prépare la Révolution Prolétarienne armée.

Dans le débat qui a suivi, les questions comme : comment unifier les organisations anti-impérialistes ? Quelle attitude adopter en cas de victoire électorale de la "gauche" ? A la suite du meeting plusieurs participants ont demandé à être associés au travail des communistes de Front Rouge.

Correspondant Paris

fos

"Il n'y a de garantie du pouvoir d'achat, pour les foyers populaires (mais aussi pour les PME), que du côté de la gauche : du côté du programme commun" (l'humanité du 18-11)

les p.m.e. prospèrent à l'ombre des monopoles

Fos c'est pour tout le monde la SOLMER et quelques autres gros. C'est vrai, mais ce que nous voyons concrètement dans la région, ce sont les liens entre le capitalisme monopoliste d'état et les petites et moyennes entreprises. Il n'y a pas diminution ou stagnation des PME depuis le début de l'opération mais un développement considérable de ces entreprises, qui se gavent des miettes plus ou moins grosses qui tombent de la table des "grands". Ces entreprises peuvent avoir une existence temporaire, tant que ça rapporte, quitte à aller chercher fortune ailleurs ensuite. L'exploitation dans ces petites entreprises dites familiales, où les ouvriers sont peu nombreux, passent sans rester, sont souvent sans traditions de lutte, est souvent encore plus féroce que dans les grosses entreprises.

En voici un exemple :

Des entrepôts près de Marignane. La boîte s'ouvre au printemps 71 avec un entrepôt : un an après il y en a 14. Les travailleurs exceptés 3 ou 4 français et un algérien en France depuis longtemps (magasinier, conducteurs de camions), sont tous tunisiens (de 12 à 30 selon les époques de l'année). Ils arrivent soit tout droit d'une petite ville de Tunisie, soit ils ont été salariés agricoles pendant un temps.

Ces travailleurs arrivent en France en touristes, sans carte de séjour, ni de travail, ce qui donne au patron tous les droits et plus encore. C'est un terrorisme permanent sur fond paternaliste, où l'appel au mouchardage, à la flatterie sont constants. *"Et si tu n'es pas content, c'est la porte et la Tunisie"*.

A part 3 travailleurs sous contrat qui gagnent 100 F de plus par mois, le salaire est de 832 F par mois. On ne parle pas de salaire horaire, c'est en somme un forfait. Le nombre d'heures par semaines est en fait de 60 à 66 h et il n'est pas question de pouvoir refuser les heures supplémentaires. Ces heures ne sont jamais payées au taux. Comme par hasard les ouvriers n'ont jamais leur compte d'heures à la fin du mois, le compte tenu par le patron étant toujours le bon, sans compter les heures entamées, 1/2 h par ci, par là, pour finir de décharger qui sont systématiquement volées.

Les heures supplémentaires ne sont pas indiquées comme telles sur la feuille de paye, un montant approximatif se trouve sous la rubrique "prime de repas", ce qui veut dire que les ouvriers ne sont pas déclarés pour les heures supplémentaires, donc pas couverts par la SS en cas d'accident. Ceux qui sont déclarés pour les heures "normales" peuvent être satisfaits, car certains ne le sont même pas ! C'est donc moins de 1 000 F par mois pour 60 à 66 h de travail, d'un travail très pénible, charger et décharger des camions de 20 tonnes, les 800 sacs dans la demi-heure à 4.

Et encore il faut être bien vu du patron pour avoir le droit de rester dans ce bagne. Les "arrivages" varient suivant la période de l'année : en juin on a besoin de 30 gars, en octobre on en licencie 14, on trie les plus dociles, ceux qui commencent à comprendre et à dire que cela ne peut durer. Un travailleur est allé voir l'inspecteur du travail ; la réponse : *"il avait intérêt à s'écraser, puisqu'il n'était pas en règle, et encore heureux qu'on le laisse repartir comme ça"*.

Mais ce n'est pas encore tout ! Le patron loge les ouvriers sur place, dans des pièces attenantes aux entrepots (l'eau et les WC sont à 100 m !), ainsi les heures supplémentaires peuvent être exigés 24 h sur 24. De plus le patron s'offre un gardiennage gratuit, les ouvriers veillent sur ses marchandises, et ils n'ont pas intérêt à ce qu'il y ait un vol, car ils seraient bien sûr les premiers accusés.

Si on ajoute que ces entrepôts se trouvent au bord de la partie la plus polluée de l'étang de Berre, que le terrain est balayé par les intempéries, (pas un arbre, un soleil insupportable en été, le mistral glacial en hiver), que le bruit des avions qui aterrissent à quelques kilomètres est continuel, que l'épicier le plus proche est à 5 km aller-retour etc.... on voit que cette exploitation forcenée présentée par la propagande bourgeoise, comme des relents du 19e siècle, est en plein essor dans la région au développement "ultra-moderne" de FOS. Que cette exploitation coule des jours fructueux à l'abri des lois, des inspecteurs, et des flics. Et c'est ce genre d'exploitation que les révisos entendent privilégier dans leur programme commun, car bien sûr pour eux ce n'est pas de capitalisme monopoliste d'Etat qu 'il s'agit, mais de petites entreprises écrasées par les gros. Que les uns vivent des autres, bien sûr cela ne peut être dit, quand il faut compter sur les voix des patrons pour arriver à un gouvernement bourgeois.

Correspondant Fos-Martigues

plan faure

suite de la page 1

généralisant la qualification et le salaire au poste, système dans lequel c'est la machine qui détermine le salaire et non l'ouvrier.

Les sanctions prévues contre les patrons récalcitrants ne sont que du vent ! Puisqu'ils pourront toujours "justifier" les différences de salaire avec la complicité bienveillante des inspecteurs du travail.

Les salaires des femmes étant de 25 % inférieur à celui des hommes la bourgeoisie réalise d'énormes profits de l'exploitation du travail des femmes. Profits qu'elle ne va pas sacrifier de bon gré. Ceux-là mêmes qui ont voté la loi ne s'en cachent pas : tous sont d'accord pour dire qu'il ne faut pas attendre de "miracle" de cette loi. *"Qu'y peut le gouvernement si les femmes se sentent inférieures ?"*, voilà le langage que tiennent les pantins du parlement et entre autres Solange Troisier (député UDR) qui trouve *"que le problème sera résolu le jour où les femmes se penseront égales aux hommes dans leur for intérieur"*. Voilà qui met à nu le calcul électoral et qui montre l'hypocrisie du projet gouvernemental.

DROIT DE LICENCIEMENT : DES MENACES CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

4 ans après les accords sur l'emploi, qui devaient permettre à tout travailleurs sous le coup d'un licenciement collectif d'ordre économique" de se reclasser, E. Faure prépare un projet destiné à mettre fin aux licenciements "abusifs", au *"pouvoir féodal des patrons"* comme dirait la CGT et la CFDT. Le bilan des accords sur l'emploi supprime toute illusion : depuis 69 les licenciements se multiplient et le nombre des chômeurs a plus que doublé.

L'inovation dans le projet Faure, c'est que *"l'employeur devra donner des motifs sérieux"* pour licencier un ouvrier, et en cas de litige, c'est un juge qui décide qui du patron ou de l'ouvrier à raison. Quand il s'agit de vider des ouvriers combattifs, des ouvriers révolutionnaires, les *"motifs sérieux"* ne manqueront pas au patron, ils pourront aller du "refus de travail", à la "propagande politique". En réalité les projets de Faure (toujours sous couvert de "social") peuvent être particulièrement dangereux pour la classe ouvrière: être condamnés à verser des indemnités à leur patron. Le motif de licenciement pourrait être inscrit sur le certificat de travail, ce qui aggraverait la repression.

ENGAGEONS LA LUTTE CONTRE LES MESURES D'EXPLOITATION ET DE PAUPERISATION !

P"C"F, CGT, CFDT osent qualifier ces mesures de *"conquêtes de la classe ouvrière" "arrachées sous la pression de la classe ouvrière"*. Il faut dénoncer sans répit ces ennemis de la classe ouvrière.

Les marxistes léninistes doivent organiser la classe ouvrière pour lutter contre les différents aspects du "plan Faure".

— contre les fermetures d'usine et le chomage et toutes ses conséquences dont le déplacement des jeunes.

— contre les bas salaires, principalement ceux des femmes et des jeunes

— contre la répression dans les usines.

HALTE A L'EXPULSION DES BOUZIRI !

2 jeunes Tunisiens, Said et Faouzia Bouziri sont menacés d'expulsion. La police parle de "retard de renouvellement de la carte de séjour". Mais en fait s'ils sont expulsés, c'est parce qu'ils ont des activités politiques, qu'ils ont participé à des actions de soutien à la Résistance Palestinienne. C'est pour cela que la bourgeoisie veut se débarasser d'eux, et qu'elle se donne avec la circulaire Fontanet, les moyens de se débarrasser plus aisément des immigrés qu'elle juge indésirables.

ABROGATION DES MESURES D'EXPULSION DE SAID ET FAOUZIA BOUZIRI !

ABROGATION DE LA CIRCULAIRE FONTANET !

faure sur les traces de fontanet

Dans la foulée de Fontanet, son prédecesseur pour élaborer les "mesures sociales", E.-Faure envisage une nouvelle mesure contre les immigrés. Selon ce projet, les patrons effectueraient directement sur le salaire des ouvriers immigrés une nouvelle retenue qui serait versée à des sociétés "s'occupant" du logement des travailleurs immigrés. On sait déjà qu'une partie du salaire des ouvriers immigrés (allocations familiales...) est détournée et versée à des associations diverses. On sait déjà que les patrons "paient" 1 % du salaire qu'ils versent aux ouvriers immigrés à des associations du type de la SONACOTRA, dirigée par le PDM Claudius Petit, qui construit à tour de bras des foyers casernes pour immigrés à plus de 150 F la chambre : c'est à dire que ce genre de loyer rapporte à ces sociétés beaucoup plus que n'importe quel HLM. Voilà la dernière découverte d'E.-Faure : encore une attaque dans la ligne de Fontanet, contre nos camarades immigrés !

afrique

suite de la page 1

Mai 72, le peuple malgache se soulève contre les accords de coopération imposés par l'impérialisme français.

de cadres locaux soumis idéologiquement aux anciens colons, cadres qui constituent l'appareil fantoche et sont aptes à accomplir la besogne pour le compte des maitres impérialistes.

Malgré le recours à un tel arsenal, pour opprimer et duper ces peuples d'Afrique, la domination de l'impérialisme français n'a pu se perpétuer sans partage, elle n'a pu se poursuivre telle qu'elle existait dans l'ancien empire colonial ; en ce sens, ceci marque un affaiblissement de l'impérialisme français, une victoire des peuples opprimés. 58 a bien sonné le glas des espoirs de chasse gardée en Afrique, que conservait l'impérialisme français. En même temps que les cliques fantoches en place tentaient de profiter au maximum des possibilités, même limitées, que leur conférait le statut de néo-colonie, pour diversifier leurs souteneurs impérialistes, les mettre en concurrence ; en même temps les rivaux de l'impérialisme français tentaient de pénétrer dans ces régions d'Afrique. Par exemple, les accords de Yaoundé de 1969 entre l'Europe et les pays de la zone franc prévoient que le FED (fonds Européen de développement) et la BEI (banque Européenne d'investissements) octroient une "aide" d'un milliard aux pays africains. Cette "aide" financière pour 1/3 par la France et pour un autre tiers par l'Allemagne, n'est rien d'autre qu'une forme d'exportation des capitaux et a ainsi permis à l'impérialisme Allemand d'investir dans plusieurs de ces pays d'Afrique d'où il était quasiment absent il y a 15 ans. Cette pénétration ne se limite évidemment pas à cette forme là. Dans de nombreuses néo-colonies d'Afrique francophone tel le Tchad, la gendarmerie est entrainée par l'état d'Israël.

Cette bataille entre différents impérialismes pour le pillage de l'Afrique, les cliques fantoches l'ont fort bien compris, et tentent d'en profiter au maximum. C'est cette situation qu'ils cherchent à exploiter en demandant une réévaluation du franc CFA, ou une révision des accords de coopération. Et c'est à cette situation que prétend répondre Pompidou quand il annonce "généreusement" la remise de dettes d'un milliard de francs (alors que depuis plus d'un demi siècle c'est l'impérialisme français qui pille sans relache ces pays) quand il annonce *"possible de négocier de nouveaux accords"*, quand il fait annoncer par Giscard la désignation d'un président africain... pour *"la banque d'Afrique centrale"*, quand il fait annoncer par Billecoq la possibilité de créer une zone franc *"au sein de laquelle les états pourraient avoir leur monnaie nationale"*.

Tenter de préserver la position d'impérialisme dominant de l'impérialisme français, dans ses anciennes colonies c'est ce qui guide Pompidou. Mais les mesures prises ne peuvent qu'aiguiser encore plus les contradictions interimpérialistes. Et il ne pourra empêcher qu'en même temps les peuples africains se dressent de plus en plus résolument contre leurs oppresseurs. Au Tchad les combattants du FROLINAT répondent les armes à la main aux propositions de coopération de Pompidou. A Madagascar en mai, c'est l'abrogation des accords et non la révision que réclamaient ceux qui manifestaient contre Tsiranana et ses maitres. Leur exemple sera suivi !

A BAS L'OPPRESSION DE L'IMPERIALISME FRANCAIS EN AFRIQUE !

Nous avons reçu d'un patriote Haute Voltaïque les éléments suivants sur les préparatifs de l'accueil de Pompidou en Haute-Volta :

Lamizana a bien fait les choses pour accueillir le représentant de l'impérialisme français :

— toutes les rues de Ouagadougou sont éclairées, des kilomètres d'artères ont été bitumées. Un grand hall d'honneur spécialement pour accueillir Pompidou, à lui seul a couté 60 millions.

— 3 résidences (pour plus de sécurité) entièrement retapées à neuf : 30 millions.

— salaire des coopérants augmenté de 23 % — mobilisation policière jamais enregistrée dans l'histoire : flics de province, militaires, gendarmes, gardes républicains sont à Ouagadougou.

Toutes les maisons placées sur son itinéraire sont réquisitionnées. Perquisitions constantes : tout ce qui ressemble à une arme est confisqué ; fusil de chasse, couteaux de cuisine, tout ce qui perfore, qui peut provoquer des contusions, des ecchymoses...

C'est presque l'état de siège.

Cela n'empêche pas les tracts de circuler. Etudiants, ouvriers, syndicats contre la venue de Pompidou représentant de l'impérialisme français.

quand ils étaient ministres... ...ils bloquaient les salaires

Aujourd'hui, les capitalistes font des allusions de plus en plus nettes à la possibilité de recourir à "un plan" de blocage des salaires et "soi disant des prix", citant l'exemple des Etats-Unis et de l'Angleterre où des plans de ce type ont été décidés. Ils peuvent aussi bien s'inspirer de l'exemple donné en janvier 46 par le P"C"F, et les "socialistes" alors au gouvernement. En effet, ces partis traitres aux intérêts de la classe ouvrière qui, aujourd'hui dans leur programme commun, nous promettent qu'avec eux au gouvernement, il y aura *"une augmentation substantielle des salaires et des traitements"* et que *"la stabilité des prix sera un objectif permanent"*, ce sont ceux-là mêmes qui ont été en 1946 les auteurs d'un plan de blocage des prix et des salaires qui rendit de grands services à la bourgeoisie en accélérant la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs. Selon les statistiques bourgeoises ("Bulletin de la Statistique Générale de la France"), reprises par le P"C"F lui-même, le soi-disant blocage des prix aboutit à une hausse de 20 % en 6 mois, de janvier à juillet 46, encore s'agissait-il là de chiffres inférieurs à la réalité, la liste des prix étant toujours manipulée par la bourgeoisie, d'autant plus qu'une partie des produits nécessaires à l'ouvrier ne pouvait être acquis que sur le "marché noir".

Ceci se passait sous un gouvernement présidé par le "socialiste" Gouin, où Thorez était vice-Président, où d'autres ministres "communistes" dirigeaient la production industrielle, la reconstruction, le travail...

Que les mesures de début 46 dont "socialistes" et "communistes" sont parties prenantes, entrainent la baisse du pouvoir d'achat, Thorez l'admet en juin 46, devant le comité central: *"tout le monde reconnait qu'on n'a pas obtenu le blocage des prix, alors que l'indice du coût de la vie n'a cessé d'augmenter... La production a doublé (d'avril 45, à mai 46) mais le niveau de la classe ouvrière a diminué, c'est là une situation intolérable"*. Si le P"C"F a cette position à ce moment là, c'est parce que la baisse du pouvoir d'achat de plus en plus rapide engendre un mécontentement de plus en plus grand parmi les travailleurs.

ILS MASQUAIENT LA BAISSE DU POUVOIR D'ACHAT POUR INCITER LA CLASSE OUVRIERE A PRODUIRE AU MAXIMUM.

Jusque là, cela avait été un autre son de cloche du côté du P"C"F qui soutenait mordicus qu'il n'y avait pas hausse des prix, que le plan établi en janvier 46 servait bien les intérêts des travailleurs ; ainsi parlant devant les mineurs de Hellemmes, le 14 avril 46, Thorez que le culot n'étouffait pas, déclarait : *"Le gouvernement bloque les prix mais non les salaires"*... pourtant, la baisse du pouvoir d'achat existait aussi à ce moment là, et pas seulement en juin 46 quand le P"C"F voulut bien en parler, cette baisse existait tout de suite au lendemain de la Libération, et elle continua aussi bien après : toujours selon les statistiques citées plus haut, le salaire réel qui était en juillet 45 à 90 % de celui de 38, passait à 87 % en janvier 46, 77 % en juillet 46, 66 % en mai 47, quand les ministres P"C"F furent évincés du gouvernement.

Pourquoi le P"C"F et les socialos voulaient-ils garder le silence sur la baisse du pouvoir d'achat ? Parce que pour pousser la classe ouvrière à produire au maximum, ils voulaient lui faire croire qu'elle pouvait profiter d'une production accrue. S'adressant aux mineurs à Montceau-les-Mines le 17 février 46, le secrétaire général du P"C"F déclarait: *"produire exporter... c'est là, et pas ailleurs qu'est la solution de nos difficultés. Car l'accroissement de la production et lui seul, mettra fin au désordre des prix"*. Comme si l'accroissement de la production pouvait bénéficier aux travailleurs, mettre fin à la hausse des prix, dans une société où la classe capitaliste est encore au pouvoir. Cette réalité n'empêchait nullement les "socialistes" et le P"C"F d'organiser "la bataille pour la production", c'est-à-dire le relèvement de l'économie capitaliste en France.

AUTEURS D'UNE LOI SUR LES HEURES SUPPLEMENTAIRES ET LES PRIMES DE RENDEMENT POUR ACCROITRE LE PROFIT CAPITALISTE...

C'est pour pousser les travailleurs à produire plus, pour le plus grand profit de la bourgeoisie tout en essayant de leur faire croire qu'ils pouvaient avoir une part du gateau, et uniquement pour cela, que le ministre "communiste" du travail Ambroise-Croizat mit au point avec le gouvernement la loi de février 46, qui accordait une majoration sur les heures supplémentaires et instituait les primes de rendement. Majoration pour heures supplémentaires afin de faire accepter (le salaire horaire étant bloqué,) les semaines de travail de 55 h, 60 heures et même plus ; primes de rendement pour pousser l'ouvrier à produire à la limite de ses forces, jusqu'à épuisement, en lui faisant miroiter quelques avantages pécuniers illusoires. C'est en s'appuyant là-dessus que Thorez se permettait de dire : *"le gouvernement bloque les prix mais non les salaires"* ; on voit bien tout le profit que la bourgeoisie pouvait retirer d'une telle loi lorsque le secrétaire général du P"C"F déclarait à la gare de l'Est devant les cheminots, le 7 mai 46 : *"partout vous rivalisez d'ardeur. Vous avez accepté de travailler 54 h par semaine. Le gouvernement vous en est reconnaissant... et a majoré vos salaires de 25 % de la 41e à la 48e heure, et de 50 % au dessus de la 48e heure... Ainsi l'augmentation de la production s'est accompagnée pour vous d'un juste mieux-être"*.

DANS LES 4 MINES NATIONALISEES :

L'application de la loi dans les mines est particulièrement éloquente pour voir à quel point la politique de la bourgeoisie (les partis "de gauche" étant au gouvernement) conduisit à une exploitation inouie des travailleurs.

A cette époque où le charbon en France était la base de toute l'économie, les capitalistes se posaient le problème de trouver une main-d'oeuvre en nombre suffisant pour les mines alors que les conditions de travail, vu l'état du matériel et le manque de ravitaillement, y étaient plus dures que jamais.

C'est pour atteindre cet objectif et intensifier le travail au maximum que le P"C"F et la CGT établirent le **salaire individuel à la tâche** pour les mineurs à l'abattage. Ce nouveau système de salaire ne concernait pas les galibots, les rouleurs (poussant les wagonnets de charbon) etc... qui ne jouaient pas le rôle principal dans la rapidité d'exécution de l'abattage du charbon et dont les effectifs connaissaient une moins grande pénurie que ceux des abatteurs. A la différence du salaire par groupe qui existait avant la Libération, le nouveau système toujours en vigueur aujourd'hui, établissait que le mineur était payé selon le nombre de mètres de charbon abattus. Ainsi pour essayer de rattraper la hausse des prix, le mineur était contraint de travailler au maximum dans un temps donné, à faire des heures supplémentaires parfois jusqu'à 60 h., à négliger les consignes de sécurité, celui qui les respectait ne faisant pas assez de mètres de charbon pour gagner sa croûte : en 47, 2 fois plus d'accidents du travail dans les mines par rapport aux années d'avant guerre.

Ce système engendrait aussi la division que la CGT encourageait en distribuant des bicyclettes et autres "stimulants" au mineur qui dans sa fosse atteignait le plus haut rendement ! P"C"F et socialos eurent du mal à imposer leurs mesures aux mineurs, qui, souvent, se mettaient d'accord pour maintenir l'ancien système, se répartissant entre eux le travail pour que dans une taille, tous gagnent le même salaire.

Non seulement les mineurs, même en travaillant jusqu'à la limite de leurs capacités physiques, n'échappaient pas à la baisse du salaire réel, mais "le statut du mineur" élaboré par les ministres P"C"F Paul et Croisat, avait prévu (article II) que le mineur qui devait être changé de poste pour "insuffisance physique dûment constatée" ne pouvait conserver un salair égal que s'il avait au moins 40 ans d'âge et 10 ans de présence au fond de la mine...

Quant aux prix de tache, toujours en vertu du même "statut", ils étaient fixés et régulièrement diminués par les ingénieurs, fidèles serviteurs du capital, et dont beaucoup, collabos des nazis, avaient livré des mineurs résistants. Eux-mêmes et les agents de maitrise bénéficiaient de nombreux privilèges; par exemple le "statut du mineur" dont les ministres "communistes" étaient très fiers, classait le porion de 2e classe à l'indice de salaire 220 alors que le manoeuvre de force du fond n'était classé qu'à l'indice 110.

Voilà un aperçu de ce que le P"C"F au gouvernement appelait *"les avantages pour les travailleurs, de l'accroissement de la production"*. Pas de quoi être rassuré par les promesses du "programme commun de gouvernement" qui déclare : *"le développement de l'économie contribuera à la progression du pouvoir d'achat !"*

la ligue trotskiste... ...digne élève des révisionnistes contre les peuples d'indochine

POUR LES TROTSKISTES LA CLEF DE LA VICTOIRE N'EST PAS LA GUERRE DU PEUPLE...

Il y a des artistes de music-hall qui sont capables d'apparaitre en 10 minutes de spectacle sous 50 déguisements différents. Les trotskistes sont de ce genre-là, et plus particulièrement ceux de la Ligue Trotskiste. C'est ainsi que le 15 avril, le trotskiste Paulet écrivait dans Rouge, *"le GRP n'a probablement ni les moyens, ni l'intention de s'emparer de Saigon"*... et quelques lignes plus loin, lançait le mot d'ordre : *"GRP à Saigon"*. Les stratèges trotskistes ont beau dire aujourd'hui que ce mot d'ordre est inexact, ils ne l'ont pas moins popularisé, et continuent de le faire. On peut se demander pourquoi les trotskistes lancent un mot d'ordre qu'ils savent erroné ! Tout simplement parce que, si ce mot d'ordre ne correspond absolument pas à la ligne du FNL visant à isoler la poignée de fantoches irréductibles, et concrétisée par le gouvernement de coalition à trois composantes ; par contre il correspond parfaitement à la ligne traditionnellement contre-révolutionnaire des trotskistes, dévoilée, une fois n'est pas coutume, par le trotskiste Rousset dans Rouge nº 163 : *"la 4e Internationale a toujours marqué ses réserves avec la tactique avancée par les communistes vietnamiens à l'égard de la "bourgeoisie nationale" vietnamienne, plus ou moins fantomatique... C'est pourquoi nous n'avons jamais soutenu le* programme *du FNL"*.

On ne peut évidemment pas soutenir de façon conséquente le peuple vietnamien, sans soutenir son programme, l'instrument de sa victoire ! La question fondamentale est la suivante : oui ou non, le peuple vietnamien peut-il vaincre l'impérialisme US ? A cette question nous répondons clairement oui, la guerre du peuple vietnamien est invincible, les négociations ne sont qu'une porte de sortie "honorable" ouverte à l'impérialisme US, et s'il la refuse, la victoire militaire est à la portée des fusils des FAPL. Les trotskistes eux, selon leur habitude, louvoient : *"l'impossibilité d'une pure victoire militaire, implique la recherche d'une solution négociée"* (Rouge nº 179). Une chose est claire, au moins : pour les trotskistes il ne peut y avoir de victoire militaire en Indochine.

...MAIS LE SOUTIEN INTERNATIONAL.

Et tout s'éclaire enfin, quand le trotskiste Rousset dit (Rouge nº 168) : *"les peuples d'Indochine ne peuvent vaincre définitivement en dehors d'un contexte international favorable"*. Et les trotskistes utilisent au maximum toutes les ressources de cette théorie.

Premièrement, pour étayer leur anticommunisme viscéral : *"l'absence d'un soutien conséquent du camp socialiste et du mouvement communiste officiel international impose l'acceptation par les vietnamiens de compromis"* (Rouge nº 179). Et bien entendu, ils mettent dans le même sac les révisionnistes et les marxistes-léninistes, l'URSS qui soutient ouvertement Lon Nol... et la Chine Rouge. Et ils sont, du reste, bien en mal de trouver ailleurs que dans les ragots de la presse bourgeoise, des preuves de la soi-disant trahison chinoise. Mais peu importe, ce qui compte pour la clique trotskiste, c'est de ne pas perdre une occasion pour déverser des calomnies anti-chinoises.

Deuxièmement, pour donner le beau rôle à leur soi-disant soutien ; *"face à cette escalade, face aux surenchères du génocide, il n'est qu'un seul recours : la mobilisation de l'opinion internationale"* (Rouge nº 154). Voilà pourquoi depuis 2 ans, la ligue trotskiste s'agite pour prendre la direction du mouvement de soutien aux peuples d'Indochine. Puisque la tactique du FNL amène des "réserves", puisque les pays socialistes sont défaillants, le seul espoir des peuples d'Indochine reste donc... l'éventuelle direction des trotskistes sur le mouvement anti-impérialiste mondial ! *"L'essentiel,* disait le trotskiste Rousset, le 29 juillet, *est que nous pouvons peser sur la révolution Indochinoise"*. Subordonner les facteurs internes, la lutte du peuple vietnamien, aux facteurs externes, le soutien international, c'est la même vieille théorie contre-révolutionnaire que défendait déjà Trotski quand il prétendait que la révolution, dans la seule Union Soviétique, ne pouvait triompher sans le soulèvement du prolétariat européen. Cette théorie arrange bien les trotskistes qui n'ont jamais été capables, dans aucun pays, de mener une révolution jusqu'à la victoire.

A QUI PROFITE LA LIGUE TROTSKISTE ?

Grattons un peu, et nous verrons que, tout nus, sans leurs oripeaux "révolutionnaires", les trotskistes ressemblent beaucoup aux révisionnistes : même haine pour la guerre du peuple invincible, même exclusivité pour le soutien international, et même calomnies anti-chinoises. Sous un masque plus révolutionnaire, les trotskistes attirent de nombreux jeunes dégoutés par le pacifisme trop outrancier du P"C"F ; mais tellement peu de distance les sépare, que les trotskistes ne désespèrent pas d'être un jour admis dans le cénacle des "48 organisations" grenouillant autour du P"C"F. En attendant, en disant, comme dans Rouge nº 168 : *"Nous pouvons obliger les réformistes sociaux-démocrates et staliniens (!) à multiplier et radicaliser leurs actions"*, le trotskiste Rousset appelle purement et simplement... à renforcer le révisionnisme. Décidement, leur place de prédilection est bien au cul des manifs du P"C"F : les trotskistes ont un bel avenir de morpions des révisionnistes et nous le leur laissons bien volontiers. Mais nous pensons qu'il est grand temps d'arracher à l'influence des révisionnistes et des trotskistes les milliers de jeunes qu'ils dévoient. Il est grand temps de développer un véritable mouvement de soutien, sans réserve, aux peuples d'Indochine. Créons partout des C.I.P. !

thieu, fantoche fasciste : démission

Le numéro un saigonnais passe avant tout pour prêt à tout sacrifier pour réaliser ses ambitions : le pouvoir. Pour cela un seul principe : ne pas s'embarrasser de principes, servir n'importe quel maitre pour monter en grade.

Avant 1960, il suivait le général Hinh pour saboter Diem, ce qui ne l'a pas empêché de retourner sa veste après l'échec, et de prêter serment de fidélité à Diem en 1961 à Hué.

Puis c'est lui-même qui a dirigé le 2 novembre 1963 l'attaque contre le palais de l'Indépendance de Ngo Dinh Diem sur l'ordre de Duong Van Minh.

Tout en servant les nouveaux maitres Minh, Khanh, il a réalisé le tour de force de participer à tous les complots pour rétablir la clique de Diem !

Décembre 1964 : Thieu recevait une étoile de plus de la main du général Khanh pour avoir trahi Minh. Puis tout en étant "proche collaborateur" de Khanh, Thieu complotait pour renverser Khanh !

Un autre trait de ce caméléon de 50 ans est d'avoir l'échine souple. C'est sous Thieu que les américains avaient commencé à débarquer en masse au Sud-Vietnam. De plus Cam Ranh, Da Nang, Vung Tau, Qui Nhon, ont été cédées pour 99 ans aux américains. Ces derniers ont toujours trouvé chez Thieu une oreille complaisante et attentive à leurs moindres désirs.

Outre ces qualités "politiques", Thieu, en digne successeur de Ngo Dinh Diem, présente encore des dispositions particulières pour les affaires. La fortune de cette famille Thieu est difficilement évaluable. L'épouse de Thieu passe pour être une femme d'affaires de grande envergure. Tout le marché noir d'héroine, d'ivoire, de canelle... comme toutes les affaires de concussion d'une certaine importance passent par le palais de l'Indépendance qui prélève au passage un "royalty". La situation de guerre a jusqu'ici favorisé l'ascension de Thieu vers les "Hauts sommets" de la "gloire" et de la richesse, elle ne peut que consolider ses positions acquises.

Aussi les paroles et les actes de Thieu prouvent-elles de plus en plus qu'il est l'incarnation de la politique de guerre d'agression américaine et l'ennemi juré de la paix, de la réconciliation ou de la concorde nationale. La seule paix pour lui, c'est celle des cimetières. "Exterminer tous les communistes, avant, pendant et après le cessez le feu. Exterminer tous les opposants au régime, les partisans de la 3e composante, les valets des colonialistes". *Il a promis la mort à ceux qui sont pour la concorde nationale, sachant très bien que cette concorde signifierait la fin de sa politique belliciste, de son régime pourri, et de sa domination. Il a même menacé de la peine capitale ceux de ses propres cadres militaires et administratifs, qui oseraient sous quelque forme que ce soit, entrer en contact avec les résistants. Sur son ordre une vaste tentative d'extermination de tous les détenus, patriotes ou opposants au régime, dans des milliers de prisons qui parsèment comme la lèpre le visage meurtri du Sud-Vietnam : Poulo Condor, Phu Quoc, Chi Hoa, Tan Hiep, Thua Phu... Cette repression vise à éliminer la 3e composante, affaiblir la résistance, renforcer la dictature de Thieu et saper les fondements mêmes d'une solution de concorde nationale à 3 composantes.*

Même si on ne peut pas exclure certaines contradictions entre les maitres américains et leur valet Nguyen Van Thieu, on ne peut pas écarter l'éventualité d'une mise en scène américaine : accord rapide avec la RDVN pour désamorcer l'opposition mondiale et américaine à l'approche des élections, puis protestation et obstination de Thieu pour servir de prétexte à une demande de révision de l'accord prévu afin de "calmer" Thieu, et d'exiger du peuple vietnamien des concessions importantes. Même si en fin de compte Nixon n'obtient rien de plus, il aurait tout de même gagné du temps, les élections seraient passées, et Thieu "aurait pu mettre à profit ce temps précieux pour "reconsolider" son infrastructure politique qui est en train de s'effondrer par pans entiers".

Extraits du bulletin d'information du GRP nº 209 – 4/11/72

échec au plan sioniste de liquidation de la résistance palestinienne

Les sionistes poursuivent leur guerre d'anéantissement des résistants palestiniens, en multipliant les raids cette dernière semaine contre la Syrie : ils ont attaqué les principaux points de défense militaire, et bombardé des villages syriens et 4 camps de fedayin dans la proche banlieue de Damas.

Le but des agresseurs sionistes est clair : enlever aux fedayins toute base d'appui. Ygal Allon, vice président du conseil israëlien l'a réaffirmé, on ne peut plus nettement le 20 septembre dernier : *"ni la Syrie, ni aucun autre pays arabe qui aidera les organisations terroristes ne seront à l'abri en ce qui concerne des opérations anti-terroristes... Israël n'utilisera pas toujours les mêmes méthodes, pas toujours le même moment, pas toujours le même territoire. C'est une phase nouvelle dans notre campagne terroriste... Elle ne pourra rester accidentelle et sporadique. Elle sera systématique"*.

Après avoir très largement réussi en Jordanie, en aidant, de concert avec l'impérialisme US, le boucher Hussein à liquider sur son territoire la résistance palestinienne (rappelons pour mémoire qu'au lendemain des massacres d'Amman en septembre 70 l'impérialisme US avait remercié Hussein avec 60 millions de dollars), c'est à un pilonnage systématique du Liban et de la Syrie que s'est livré l'Etat sioniste d'Israël. Sous la pression des sionistes et des impérialistes, la bourgeoisie réactionnaire libanaise a décidé de réduire les activités militaires des fedayins.

Après la Jordanie et le Liban, la Syrie est le dernier pays d'où les commandos palestiniens peuvent lancer des opérations. Récemment, les commandos ont attaqué à plusieurs reprises les occupants israëliens, sur les hauteurs du Golan : plusieurs soldats ennemis ont été tués ou blessés. Le Golan, territoire Syrien occupé par Israël, est une position stratégique capitale : il domine et permet de contrôler les zones occupées de la plaine du Jourdain. Les sionistes tiennent à tout prix à conserver cette position et à liquider les bases palestiniennes voisines : c'est la raison des récents raids sionistes contre la Syrie.

Le peuple palestinien combat héroïquement le plan sioniste de liquidation de la Résistance, plan approuvé par l'impérialisme, le social-impérialisme, et la réaction arabe. Cest tentatives de liquidation sont vouées à l'échec.

en vente **les brochures front rouge**

* **contre le spontanéisme** 2 f
* **les OS face à l'intensification du travail** 2 f
* **la paupérisation de la classe ouvrière dans le nord** 1 f

ajouter 0,50 par brochure pour le port

abonnement de soutien

Abonnement d'1 an : cocher la somme choisie

NOM .....
PRENOM .....
ADRESSE .....

50 f. **100 f.** **200 f.**

envoyez ce bon à Front Rouge BP 47 69 397 LYON CEDEX 3

abonnez-vous à front-rouge ccp 204-51 lyon

	France		Etranger	
Pli normal	1 an 6 mois	20 F 10 F	1 an 6 mois	40 F 20 F
Pli fermé	1 an 6 mois	70 F 35 F	1 an 6 mois	100 F 50 F

abonnement d'essai : 3 mois : 5 f

Imprimerie P. Guillaux, 92, rue de la Villette, Lyon – Dépôt légal nº 313, 4e trimestre 1972 – Directeur de la publication : Camille Rey – Distribué par NMPP. – Commission paritaire 51 165